

## 2 Débats

# Pourquoi l'élection présidentielle au Brésil nous concerne

OPINION

Alors que l'on s'étale ces jours sur la succession d'Ueli Maurer au Conseil fédéral, il est une élection autrement plus déterminante pour l'avenir de la planète qui se joue sous d'autres cieux. Dimanche, le second tour de l'élection présidentielle s'annonce incertain entre le sortant Jair Bolsonaro et le revenant Luiz Inacio Lula da Silva, dit «Lula». Cette échéance est capitale puisque le Brésil, cinquième plus grand pays au monde, est aussi celui qui abrite la plus grande forêt tropicale, l'Amazonie.

Le bassin de l'Amazone, bien que débordant sur d'autres pays d'Amérique latine, est principalement situé au Brésil. Cette écorégion abrite une biodiversité phénoménale: une espèce sur dix répertoriées sur Terre vit ici. On recense 20% des eaux douces du globe sur un espace 160 fois plus grand que la Suisse. Et l'Amazonie héberge encore 900 000 représentants de peuples autochtones passés maîtres dans la vie en pleine nature sans en piller les ressources.

La forêt amazonienne stocke aussi 450 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>. On devrait dire «stockait» car, depuis l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro, l'écosystème rejette désormais plus de gaz carbonique qu'il n'en absorbe.



FRANÇOIS TURRIAN  
DIRECTEUR ROMAND DE BIRDLIFE SUISSE

## La politique menée pendant quatre ans au Brésil peut être qualifiée d'écocidaire

La faute à la véritable politique «de la terre brûlée» encouragée par le dirigeant d'extrême droite. Alors que la déforestation avait connu une accalmie relative dans les années 2000, elle a connu une recrudescence marquée à l'arrivée du nouveau gouvernement.

La politique menée pendant quatre ans au Brésil peut être qualifiée d'écocidaire. Soucieuse de poursuivre

un modèle de développement qui stimule les grands projets agro-industriels et miniers, sa présidence foule aux pieds la conservation de la biodiversité et les droits des autochtones. Jair Bolsonaro considère d'ailleurs la protection de leurs territoires comme une «absurdité», affirmant qu'il s'agit d'obstacles à l'agro-industrie. L'exploration minière et l'expansion hydroélectrique se sont accélérées, en parallèle avec l'augmentation des exactions contre la population autochtone. Suivant un chemin parallèle à celui de Trump aux États-Unis, il s'est employé sous son mandat à affaiblir les compétences de l'agence pour l'environnement.

Par son triple capital, humain (les peuples autochtones), naturel (la biodiversité) et climatique (la forêt, le réseau hydrographique et les précipitations), la préservation de l'Amazonie a une importance planétaire. L'élection de Bolsonaro pour un second mandat pourrait marquer le franchissement d'un point de bascule dans la crise environnementale générée par les activités inconséquentes de l'espèce humaine.

Retenons notre souffle jusqu'à dimanche! ■

# Faut-il craindre la fin de la démocratie?

CHRONIQUE



MARIE-HÉLÈNE MIAUTON  
mh.miauton@bluewin.ch

«Tous les pouvoirs qui montent – magistrats, réseaux sociaux, influenceurs, vedettes de football, technostructure européenne – ont en commun de ne pas être désignés par l'élection. Tous les pouvoirs en perte de vitesse – élus locaux, députés, sénateurs, président – sont au contraire, directement ou indirectement, issus des urnes», voilà ce qu'affirme une tribune du *Figaro* signée de l'écrivain Xavier Patier, un habitué de la politique française. Le propos est intéressant et, malheureusement, convaincant. Ce constat serait-il franco-français seulement ou peut-il être étendu aux autres pays démocratiques?

Peu ou prou, l'analyse est assez largement recevable. Outre les institutions citées dans son texte, il faut encore penser à ces structures privées non élues et pourtant influentes que sont les organisations non gouvernementales (ONG). Effectivement, sous l'impulsion de l'ONU, qui les a reconnues comme organes consultatifs en 1945, elles exercent une empreinte non négligeable sur la politique intérieure des États. Leurs analyses sont largement diffusées et leurs conclusions sérieusement prises en compte. Quelques exemples...

En septembre 2020, Transparency International condamnait l'opacité des partis politiques en Suisse. En août 2022, l'ordonnance fédérale sur la transparence du financement des partis politiques était adoptée, après le retrait d'une initiative populaire allant dans le même sens. Même schéma en 2018, où 106 organisations non gouvernementales appelaient la Suisse à ratifier «sans délai» la convention antitabac. Dans la foulée, une initiative était lancée, qui fut acceptée à 57% en 2022, et il y a fort à parier que la Suisse signera bientôt la fameuse convention. Sur le plan international, l'ONG Oxfam avait développé depuis la pandémie de Covid-19 l'idée de taxer les superprofits, élargie depuis à l'énergie et à l'alimentaire. C'est désormais acté dans de nombreux pays. En Suisse, c'est PublicEye qui dénonce les bénéfices exceptionnels du négoce agricole.

Pourtant, quelle est la légitimité de ces ONG qui pèsent toujours plus dans les politiques internationales ou nationales, quelle est leur représentativité? Nul ne semble s'en soucier! Il faudrait encore citer ces grandes fondations planétaires qui n'échappent évidemment pas à l'influence des mécènes milliardaires qui les financent. Leur pouvoir est à la mesure de leur énorme dotation. On pense ici à Bill Gates, ou aux multiples organismes de George Soros dont l'objectif avoué est de réformer la société, et encore aux activités d'Elon Musk, aussi génial que fantasque, dont il est permis d'apprécier ou non le libéralisme à tout crin.

N'oublions pas enfin les laboratoires de réflexion, dits «think tanks», qui s'intéressent à la marche de l'univers, évidemment pour l'infléchir. Certains sont gouvernementaux mais nombreux relèvent de fonds privés. On en comptait 73 en Suisse en 2016, dont le très puissant World Economic Forum. Aux États-Unis, la Brookings Institution ou la Heritage Foundation sont de véritables États dans l'État. Et, dans le registre juridique, que dire de cette Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) à Strasbourg, qui impose sa loi aux tribunaux nationaux, qui ne statue plus désormais sans se demander s'ils seront désavoués? Déjà que, forts de la séparation des pouvoirs, mais en dépit d'elle, les magistrats nationaux s'immiscent parfois dans les affaires de politique intérieure, il y a décidément un vrai problème avec la justice dans de nombreux pays.

Le souci vient du fait que les gouvernements agissent à l'intérieur de leurs frontières alors que toutes ces structures sont supranationales, voire mondiales, utilisant les leviers conjoints de l'argent et de la géographie. Dès lors, il est justifié de s'inquiéter pour la survie de la démocratie. Le peuple comprend bien qu'il est toujours moins souverain et que les vrais pouvoirs ne sont plus forcément issus des urnes, dont il se détourne faute de savoir comment se révolter, ce qui ne fait qu'accélérer le processus. ■

SUR LES BLOGS

## La COP27 à Charm el-Cheikh

«Les Africains auront enfin leur mot à dire», se réjouit la sociologue et journaliste **Christine von Garnier** sur son blog. Elle cite le président du Ghana, Nana Akufo-Addo, un ancien avocat de 78 ans qui vient d'être fait docteur honoris causa de la Sorbonne, et dénonce le manque de solidarité des pays occidentaux à l'égard du continent africain. «Nana Akufo-Addo fait du principe de justice la clé de la stabilité des sociétés et du système international», écrit-elle. «Il a dénoncé vivement l'agression de la Russie contre l'Ukraine dont les conséquences économiques déstabilisent les pays africains. Pour lui, l'alternative à un monde livré au pillage, à l'arbitraire, à la violence, c'est un monde régi par le droit et guidé par l'esprit de justice. Cela doit commencer dès la COP27.» A lire sur:

[www.letemps.ch/blogs](http://www.letemps.ch/blogs)

# Quel sera votre revenu à la retraite?

OPINION

L'enjeu des retraites du futur attire de plus en plus l'attention des citoyennes et citoyens, même des plus jeunes, preuve en est le fort taux de participation aux votations de septembre dernier. A l'heure où une démographie et une espérance de vie grandissantes mettent au défi l'équilibre des trois piliers de notre système de prévoyance, des changements sont nécessaires, particulièrement en termes d'information.

Si vous ne pouvez pas répondre à la question en titre de cet article, rassurez-vous, vous ne faites pas partie des exceptions. Le système des retraites est complexe. Le potentiel d'amélioration de la communication est très important car, actuellement, les assurées et assurés n'ont pas une vision globale des rentes et capitaux disponibles lors de leur départ à la retraite, alors même que la prévoyance vieillesse représente leur épargne principale. L'ère de la numérisation offre une belle opportunité d'améliorer la situation et de soutenir ce besoin de transparence.

La prévoyance vieillesse est l'une des principales préoccupations des Suisses selon une étude du Credit Suisse. La volatilité actuelle des marchés financiers compromet l'équilibre des caisses de pension et de compensation et inquiète la population. Une bonne compréhension et la prise de conscience de chaque citoyenne et citoyen par rapport au montant de ses revenus à la retraite seraient déjà une belle révolution, une belle victoire pour pallier cette préoccupation grandissante.

La Suisse a, entre ses mains, des compétences exceptionnelles pour réagir à cette situation. Notre pays a été nommé en 2021 «le plus innovant au monde» par le Global Innovation Index. Il est grand temps que la prévoyance vieillesse puisse bénéficier de ces tendances d'innovation et de numérisation. La Suisse n'a pas de retard technologique, au contraire, mais elle semble devoir faire face à des enjeux financiers et politiques qui ralentissent le processus de numérisation de la prévoyance.

La complexité de la prévoyance vieillesse en Suisse est probablement l'une des causes principales de ce



CATHERINE EQUEY  
PROFESSEURE HES ASSOCIÉE



JEAN-PHILIPPE TRABICHET  
PROFESSEUR HES ASSOCIÉ, RESPONSABLE DE LA FILIÈRE D'INFORMATIQUE DE GESTION

## Il faudra exiger des informations numériques auprès des banques et des assurances en faisant jouer la concurrence

manque de transparence. Les lois, ordonnances et règlements sont pléthore et une meilleure coordination entre les nombreux acteurs des trois piliers soutiendrait l'avènement d'une communication complète, compréhensible et intuitive en faveur de la citoyenne et du citoyen. De nouvelles motions parlementaires traitant du droit à l'information, pourraient encourager un changement favorable, les données appartenant effectivement aux assurées et assurés.

La Haute Ecole de gestion de Genève conduit un projet de recherche ayant pour objectif de faciliter l'accès à nos données de prévoyance. Ce projet, cofinancé par Innosuisse, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), la Centrale des compensation (CdC) et

deux éditeurs de logiciel Globaz SA et Neosis Solutions SA, a pour objectif de développer une plateforme numérique permettant aux citoyennes et citoyens de réunir les informations concernant leurs rentes et capitaux vieillesse afin de planifier leur situation financière à la retraite en effectuant des simulations. Grâce à ce service, chaque citoyenne et citoyen pourra ainsi, non seulement estimer son revenu à la retraite, mais également réaliser, pour les trois piliers, des simulations mesurant l'impact d'une décision sur son revenu à la retraite (par exemple une activité à temps partiel ou une retraite anticipée). La plateforme réalisée dans ce projet sera un prototype en libre accès pour les citoyennes et citoyens, ou les entreprises.

Néanmoins, l'enjeu de ce projet d'innovation sociale n'est pas uniquement technologique. Afin de rendre cette plateforme pérenne et de pouvoir la faire évoluer dans le temps, les bases légales fédérales devraient être complétées afin de renforcer la coordination entre les acteurs et permettre d'obtenir des informations en ligne des institutions des trois piliers. Il est également nécessaire de standardiser les échanges de données dans la prévoyance et de moderniser les systèmes informatiques actuellement utilisés. Les citoyennes et citoyens devront également exiger des informations numériques auprès des banques et des assurances en faisant jouer la concurrence. Les employeurs pourront également contribuer à rendre le système plus efficient en choisissant des caisses de pension et de compensation modernes et transparentes. Ces objectifs sont ambitieux et le chemin est difficile, mais pas impossible. Le projet susmentionné de la Haute Ecole de gestion de Genève a l'ambition de rendre le domaine de la prévoyance plus transparent, et le soutien de tous les acteurs de la prévoyance sera nécessaire afin d'y arriver. ■

La Haute Ecole de gestion de Genève organise un événement «Je calcule ma retraite en ligne» le 4 novembre.

Renseignements sur le site [www.hesge.ch](http://www.hesge.ch)